

[Texte]

• 0955

I wonder, in terms of your own responsibilities at the IMF and our Canadian policy, whether you differentiate in this whole process between the strength relatively of Latin economies and of the African economy.

Secondly, if, as you say—and I would be prepared to accept—Canada is in a leadership role in terms of what we have done in a number of areas, but just as Dave Todd suggests in the Guyana case that the United States is reneging on commitments towards Guyana restructuring and has been the case when we gave leadership on the African recovery program, the cashflows have not come, in terms of political leadership would you be prepared, while we are still on the Security Council, to see that we would raise the issue of the cashflow for the human side of structural adjustment along the lines Professor Adedeji presented to us, so that there would be a debate and we would use our leadership role? I believe we are in a leadership position in terms of what we are doing. The question is how we lead in the IFIs and within the UN system and how we show that leadership.

Mr. Wilson: I think clearly a distinction has been made between the low-income countries, particularly sub-Saharan African countries, and the middle-income debtor countries, the Mexicos, Brazils and so on. The whole approach is quite different. In Canada's case we have written off the ODA debts to the low-income countries, most recently the Commonwealth Caribbean countries a couple of weeks ago. There has been a difference, quite a distinction made, in acknowledging the relative strengths in how the World Bank. . . We have the IDA window, the soft-loan window and the normal commercial terms under which World Bank moneys are made to the low-income and the middle-income countries, respectively. There are a number of other instances, as I am sure you are aware, so I will not take the time to go through them today, but we do make that distinction. We certainly make that distinction with regard to our aid policy, and I think it is important that we continue to do so. I referred to the Toronto terms in my opening remarks as to how we can deal with this through the Paris Club negotiations.

I think there are a number of things we and industrialized countries as a whole have been doing. We are always looking at different ways of drawing those distinctions to provide more assistance to those countries

[Traduction]

Compte tenu de nos propres responsabilités au FMI et de la politique canadienne, je me demande si vous faites la différence, dans l'ensemble de ce dossier, entre l'économie des pays d'Amérique latine et celle des pays d'Afrique, quant à leurs forces ou faiblesses respectives.

Deuxièmement, si, comme vous le dites—ce que je suis disposé à accepter—le Canada a assumé un rôle de leader par son action dans divers domaines, . . . Dave Todd laisse entendre que dans le cas de la Guyana, les États-Unis se déroberont à leurs engagements à l'égard de la restructuration de l'économie de la Guyana. Si la situation est la même en ce qui a trait à notre initiative dans le programme de relance de l'économie africaine, c'est-à-dire que l'argent n'afflue pas, puisqu'on parle de leadership politique, seriez-vous disposé, pendant que nous siégeons encore au Conseil de sécurité, à faire en sorte que nous soulevions la question des investissements consacrés à l'élément humain de l'ajustement structurel, dans la ligne de ce que nous proposait M. Adedeji, afin de lancer le débat et de mettre à profit notre rôle de leader? Je crois effectivement que nous avons un rôle de leader, étant donné les gestes que nous posons. La question est de savoir comment ce leadership va s'exercer au sein des institutions financières internationales et des organisations affiliées à l'ONU.

M. Wilson: Je pense qu'il faut faire une distinction très nette entre les pays à faible revenu, en particulier les pays de l'Afrique sub-saharienne, et les pays endettés à revenu moyen, notamment le Mexique, le Brésil et d'autres. Le problème se présente de façon complètement différente dans les deux cas. Pour ce qui est du Canada, nous avons remis les dettes contractées par les pays à faible revenu dans le cadre de l'aide publique au développement; le cas le plus récent est celui des pays des Antilles du Commonwealth, dont nous avons remis la dette il y a quelques semaines. Mais nous avons établi clairement la distinction en établissant la force relative de l'économie des divers pays à l'égard de la façon dont la Banque mondiale. . . Il y a le dossier de l'AID, le dossier des prêts à des conditions de faveur et, enfin, les prêts commerciaux ordinaires en vertu desquels la Banque mondiale prête de l'argent aux pays à faible revenu et à revenu moyen, respectivement. Il y a aussi un certain nombre d'autres cas, comme vous le savez certainement, et je vais donc m'abstenir de les énumérer aujourd'hui, mais nous faisons effectivement cette distinction. Chose certaine, nous faisons cette distinction en ce qui concerne notre politique d'aide au développement, et je pense qu'il est important de continuer à le faire. Dans mes observations préliminaires, j'ai parlé des conditions établies à Toronto en ce qui concernent la façon dont nous pouvons régler ce problème par des négociations dans le cadre du Club de Paris.

Je pense que le Canada et les autres pays industrialisés ont fait une foule de choses. Nous cherchons constamment différentes façons d'établir ces distinctions afin d'offrir une plus grande aide aux pays qui en ont le